



**Université  
de Limoges**

**PROGRAMME – TOME 5 (e)**

**CLAUDE SOCIALE D'INSERTION ET DE PROMOTION  
DE L'EMPLOI OBLIGATOIRE**

**MARCHÉ PUBLIC GLOBAL DE PERFORMANCE**

**Opération OMEGA HEALTH – Extension du CBRS  
Université : Marché public global de performance  
incluant la conception, la réalisation et des  
prestations d'exploitation-maintenance**

**Marché n° 913 21 41**

**Version dossier de demande d'OFFRE FINALE du 16-04-2024**

**Université de Limoges**  
Pole de la commande publique  
33 rue François Mitterrand  
87032 LIMOGES

## PROGRAMME - TOME 5 (e) - CLAUSE SOCIALE D'INSERTION ET DE PROMOTION DE L'EMPLOI OBLIGATOIRE

### 1. Les conditions de réalisation

En application de l'article L2112-2 du Code de la Commande Publique, les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère social qui visent la promotion de l'emploi des personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion et de lutte contre le chômage.

Cet engagement d'insertion fera également l'objet d'un critère d'attribution de l'offre en application de l'article L2152-7 du Code de la Commande Publique que le candidat devra détailler dans son mémoire technique.

Le groupement d'opérateurs économiques qui se verra attribuer le marché devra réaliser durant toute la durée d'exécution du marché une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Cela consistera à réserver au public visé à l'article 2 de la présente annexe un volume d'heures de travail minimal, stipulé à l'article 31.2 du contrat et sur lequel le groupement s'engage.

Le nombre d'heure d'insertion **minimal** est au stade de l'Offre Finale de 21 000 heures :

Le nombre d'heure d'insertion minimal sur lequel le groupement s'engage est à renseigner dans la note NC05 en respectant le formalisme du tableau proposé.

**Le nombre minimal d'heures d'insertion est de :**

Pour la Tranche Ferme : un minimum de 11 500 heures

- Pour les prestataires études (en phase conception et réalisation) : un minimum de 1 000 heures
- Pour les prestataires travaux : un minimum de 10 000 heures
- Pour les prestataires exploitation-maintenance (P2 et P3) : un minimum de 500 heures répartis sur les 5 ans

Tranche optionnelle 1A : un minimum de 8 500 heures

- Pour les prestataires études (en phase réalisation) : un minimum de 500 heures
- Pour les prestataires travaux : un minimum de 7 500 heures
- Pour les prestataires exploitation-maintenance (P2 et P3) : un minimum de 500 heures répartis sur les 5 ans

Tranche optionnelle 1B : Néant

L'obligation ne porte pas sur cette tranche du fait de sa spécificité et de sa technicité (animalerie),

Tranche optionnelle 2 : un minimum de 500 heures

- Pour les prestataires exploitation-maintenance (P2 et P3) : un minimum de 500 heures répartis sur les 5 ans

Tranche optionnelle 3A : un minimum de 500 heures

- Pour les prestataires exploitation-maintenance (P2 et P3) : un minimum de 500 heures répartis sur les 5 ans

Tranche optionnelle 3B : Néant

L'obligation ne porte pas sur cette tranche du fait de sa spécificité et de sa technicité (animalerie),

Ce nombre minimal est **définitif** au stade Offre Finales.

En cas de non atteinte des objectifs **des prestataires « études »**, la partie d'heure d'insertion non réalisée pourra être affectée **aux prestataires « travaux »** à hauteur de **30%** maximum.

L'engagement en termes d'insertion pour les tranches optionnelles 1 et 2 se déclenchera sous réserve des décisions d'affermissement de la tranche concernée.

La répartition **prévisionnelle** des heures entre les membres d'un groupement sera communiquée **dans le cadre réponse « Engagement Insertion » RC02-NC05**.

Concernant la phase travaux, la répartition des heures d'insertion entre entreprises par corps d'état devra se faire en lien avec l'Unité Clauses sociales.

Les modalités précises de mise en œuvre de la clause sociale d'insertion obligatoire seront arrêtées de façon définitive avec le mandataire du groupement ou son représentant :

- Pour la phase conception : dans un délai de deux mois maximum après la notification du marché,
- Pour la phase réalisation : dans un délai de deux mois maximum après la remise du dossier d'Avant-Projet-Définitif à l'Université de Limoges,
- Pour la phase exploitation-maintenance : dans un délai de 6 mois avant le démarrage de cette phase.

Dans le cadre de la sous-traitance, le titulaire peut faire respecter une partie de la condition d'exécution relative à l'insertion par son sous-traitant et définit la volumétrie des obligations d'insertion dévolues au sous-traitant. Le mandataire reste cependant toujours responsable de la mise en œuvre des obligations d'insertion ainsi dévolues.

A titre indicatif, la volumétrie des obligations d'insertion dévolues au sous-traitant pourra éventuellement se déterminer selon les mêmes modalités de calcul que celles qui ont servi à déterminer les obligations du groupement. Toutefois, le titulaire sera attentif, en cas d'intervenants multiples, à ce que le nombre d'heures d'insertion ne soit pas « émietté » ce qui ne serait pas cohérent avec la création de parcours d'insertion professionnelle visés par la mise en œuvre de la clause sociale.

En outre, le groupement devra s'engager à réaliser des actions périphériques aux heures réservées dans l'exécution des prestations ou travaux.

L'Unité clauses sociales viendra en appui du groupement ou d'un membre du groupement pour l'organisation des actions envisagées, la mobilisation des publics et/ou les partenaires à mobiliser.

Chaque action proposée devra être détaillée et accompagnée d'un planning de déploiement qui figurera dans la note NC05 de la proposition du groupement.

**Ces actions seront axées autour des thématiques suivantes :**

**Promotion de l'égalité femmes-hommes et à la lutte contre les discriminations :**

Il est attendu du titulaire la mise en œuvre d'actions relatives à la promotion de l'égalité femmes-hommes et à la lutte contre les discriminations concernant les personnels affectés à l'exécution des prestations.

Le groupement détaillera les démarches qu'il s'engagera à prendre en compte.

A titre d'exemple, il pourra organiser des actions de sensibilisation des équipes à la thématique, s'engager sur la part ou l'évolution de la part de public féminin accueillie au titre de la clause sociale, adapter des démarches de formations, etc.

**Promotion des métiers par des visite(s) d'entreprises ou de chantiers :**

Le candidat devra également procéder à l'organisation de visite(s) d'entreprises ou de chantiers.

Celles-ci seront à destination de professionnels de structures partenaires (notamment Pôle Emploi, la Mission Locale, le PLIE, Cap Emploi) et pourront aussi être destinées à de publics éligibles à la clause sociale, afin d'offrir à chaque public ciblé une meilleure connaissance à la fois du secteur et de l'activité

des entreprises.

Il s'agira ainsi de présenter le(s) métier(s) de l'entreprise, ses spécificités, les conditions d'exercice, les modalités de formation et de recrutement ainsi que les attentes de l'entreprise.

## 2. Les publics visés

L'objectif est de procéder à des recrutements à l'occasion de l'obtention du marché.

Les candidats peuvent être proposés par l'Unité Clauses Sociales ou repérés par l'entreprise.

Dans ce dernier cas, **au préalable à la conclusion du contrat de travail**, cette dernière devra présenter tous les éléments permettant de justifier de la situation de la personne au moment de son embauche, qui devra s'effectuer dans les dates d'exécution du marché.

Le dispositif mis en place vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes éloignées de l'emploi et rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières dont l'éligibilité de la candidature aura été validé par le dispositif d'accompagnement des clauses d'insertion.

Les personnes concernées par cette action relèveront d'au moins une des catégories suivantes :

- Demandeurs d'Emploi de Longue Durée (plus de 12 mois d'inscription à Pôle Emploi), sans activité ou en activité partielle,
- Publics jeunes (moins de 26 ans), diplômés ou non, sortis du système scolaire ou de l'enseignement supérieur depuis au moins 6 mois, s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi,
- Des jeunes en suivi renforcé type PACEA ou Service Militaire Volontaire ou en sortie garantie jeune,
- Personnes ayant le statut de réfugié,
- Allocataires du RSA en recherche d'emploi,
- Bénéficiaires de l'Allocation Spécifique de Solidarité (ASS), de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH) ou de l'Allocation Supplémentaire d'Invalidité (ASI),
- Publics reconnus Travailleurs Handicapés au sens de l'article L5212-13 du code du travail, orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi,
- Publics seniors de plus de 50 ans demandeurs d'emploi ayant au moins 6 mois d'inactivité,
- Personnes résidant en Quartiers Prioritaires Politiques de la Ville éloignées de l'emploi,
- Personnes prises en charge par les dispositifs de l'insertion par l'activité économique (SIAE) définies à l'article L-5132-4 du code du travail, les personnes prises en charge par les dispositifs particuliers notamment les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE), les Ecoles de la deuxième chance (E2C) ainsi que les personnes en parcours d'insertion au sein des GEIQ...

En outre, l'unité clauses sociales d'insertion peut valider d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion sur avis motivé de Pôle Emploi, des Maisons de l'Emploi, des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE), des Missions Locales ou des Maisons Départementales pour des personnes handicapées (MDPH).

Tous les publics décrits ci-dessus sont éligibles quelles que soient les structures qui portent leur contrat de travail, conformément à l'article X.3 de la présente annexe.

En tout état de cause, l'éligibilité de la candidature de ces publics aura été préalablement validée dans le cadre du dispositif d'accompagnement des clauses sociales d'insertion mentionné à l'article X.4 de l'annexe.

Il est à noter que les publics doivent être embauchés en vue de la réalisation des présentes prestations et seront éligibles, le cas échéant, pour la durée de celles-ci.

**Durée de valorisation :** une personne recrutée à l'occasion d'une clause sociale reste éligible durant 24 mois minimum et durant cette période, son temps de travail pourra être valorisé en réponse aux objectifs d'insertion.

Si la personne est recrutée en alternance, le temps de travail et de formation sera comptabilisé en réponse aux objectifs d'insertion.

Dans le cas particulier où une personne recrutée à l'occasion d'un marché intégrant une clause sociale voit son contrat transformé en CDI, les heures travaillées dans ce cadre seront valorisables 12 mois supplémentaires.

### 3. Les modalités de mise en œuvre

Cela consiste, pour l'attributaire retenu, à réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution de la prestation à une action d'insertion réalisée selon l'une des modalités définies ci-dessous :

➤ **1<sup>ère</sup> modalité** : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec des structures inclusives.

Les coordonnées des structures répondant à ces caractéristiques peuvent être communiquées par l'Unité clauses sociales ou sont accessibles sur le moteur de recherche de la Plateforme de l'inclusion : <https://lemarche.inclusion.beta.gouv.fr/>

➤ **2<sup>ème</sup> modalité** : la mise à disposition de salariés

L'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir :

- D'une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI)
- D'une Entreprise Adaptée de Travail Temporaire, (EATT)
- D'une Association Intermédiaire (AI),
- D'un Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification (GEIQ).

➤ **3<sup>ème</sup> modalité** : l'embauche directe dans l'entreprise titulaire du marché (CDD, CDI ou alternance). Si la formation fait partie du contrat de travail, les heures de formation sont comptabilisées au titre de la clause sociale.

Il est possible d'opter pour l'une ou l'autre de ces propositions ou une combinaison de celles-ci.

### 4. Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre de la clause sociale d'insertion

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, Limoges Métropole - Communauté urbaine a mis en place une procédure d'accompagnement qui peut être sollicité en prenant l'attache des facilitatrices des clauses sociales :

Limoges Métropole - Communauté urbaine  
Direction de la politique de la ville, de l'emploi et du développement social  
Unité Clauses Sociales  
19, rue Bernard Palissy  
CS 10001 - 87031 LIMOGES cedex 1  
Tél : 05 55 45 78 93

Mail : [insertion-clauses-sociales@limoges-metropole.fr](mailto:insertion-clauses-sociales@limoges-metropole.fr)  
**Facilitatrices : Véronique THALAMY / Johanna NIVARD / Hortense DUGAY**

De son côté, le groupement désigne un interlocuteur dont l'identité sera transmise au dispositif d'accompagnement.

#### Protection des données par Limoges Métropole :

Le titulaire est informé que les données collectées seront traitées, par Limoges Métropole, dans le logiciel ABC Clause (développé par la société Cityzen du Groupe UP à la demande de l'Alliance Ville Emploi, qui a

fait l'objet d'une déclaration à la CNIL).

A ce titre, les bénéficiaires, les représentants de l'entreprise, les représentants du Donneur d'ordre, les représentants de tous les partenaires impliqués dans la mise en application de la clause sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif clause d'insertion. Limoges Métropole est responsable du traitement des données collectées. Ces données personnelles sont : le nom de la structure, son numéro de SIRET et les coordonnées de l'interlocuteur.

La finalité de ce traitement est la mise en œuvre des clauses sociales au profit des publics en insertion. Les clauses sociales constituent un levier dans la mise en œuvre d'un parcours vers l'insertion durable des personnes éloignées de l'emploi.

Toute réutilisation des données sera conditionnée au respect de ces finalités, ou en poursuivant des finalités compatibles. Les données personnelles collectées font l'objet de fiches d'orientation et de fiches de positionnement qui pourront être transmises aux organismes suivants, dans la seule finalité de poursuivre les objectifs de la clause sociale :

- Maîtres d'ouvrage,
- Entreprises,
- Organismes de formation,
- Acteurs du service public de l'emploi,
- Structures d'Insertion par l'Activité Economique.

La collecte des données personnelles n'excède pas ce qui est strictement nécessaire à ces finalités. Limoges Métropole n'intègre à son traitement de données personnelles que les informations susceptibles de guider les organismes d'insertion dans l'accompagnement des personnes.

Les données personnelles collectées seront conservées 10 ans. Au-delà de cette durée, les données seront détruites.

Conformément au Règlement général de protection des données personnelles (Règlement de l'Union européenne n° 2018/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016), le titulaire peut exercer à tout moment un droit d'accès sur les données personnelles concernées et obtenir une copie gratuite des données collectées.

Le titulaire peut également, à tout moment et sans justification, exercer un droit de rectification ou d'effacement des données.

Toutes les demandes concernant le présent traitement de données personnelles est à adresser l'unité clauses sociales, au 05.55.45.29.86 ou 05.55.45.78.95 ou 05.55.45.78.93 ou [insertion-clauses-sociales@limoges-metropole.fr](mailto:insertion-clauses-sociales@limoges-metropole.fr)

#### **Confidentialité des données personnelles fournies au titulaire :**

Pour sa part, le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures, nécessaires et suffisantes, pour garantir la confidentialité et la sécurité des données concernant le dispositif d'accompagnement.

Le titulaire du marché s'engage donc à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter :

- Veiller à ce que son personnel et le personnel des sociétés sous-traitantes soient strictement tenus à des devoirs de secret professionnel,
- Ne pas divulguer ces données sous quelque forme que ce soit à des tiers non habilités, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales.

En général, ces informations (quelle qu'en soit la forme) ne peuvent sans autorisation écrite du Pouvoir adjudicateur être communiquées à des tiers.

## **5. Le contrôle de l'action d'insertion**

Il sera procédé par tous moyens au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le groupement s'est engagé.

A cet effet, chaque membre du groupement engagé dans la démarche fournit aux facilitatrices :

- Préalablement à toute embauche d'un candidat repéré par ses soins : un relevé de situation Pole



Emploi datant de moins de 3 mois ou à défaut son numéro d'identifiant à Pôle Emploi, un CV, la RQTH le cas échéant ou tout autre élément permettant de justifier de sa situation (coordonnées du conseiller mission locale ou du référent PLIE, ...)

- Avant le 15 de chaque mois, tous renseignements utiles (date d'embauche, nombre d'heures réalisées, type de contrat, poste occupé,) et tous documents (pointage des heures, copies des contrats de travail, fiches de positionnement) propres à permettre le contrôle régulier de l'exécution de la clause sociale d'insertion et son évaluation.

En cas de sous-traitance, le titulaire est responsable de la bonne remontée des informations à l'unité clause sociale.

Le refus caractérisé de transmission de ces renseignements peut entraîner l'application d'une pénalité prévue à l'article 6 de la présente annexe.

En complément de cette transmission d'informations et pendant l'exécution du marché, le maître d'ouvrage peut, à tout moment, décider d'inscrire le suivi de la clause sociale à l'ordre du jour d'une réunion de suivi de l'exécution de la prestation.

Dans le cas d'une mise à disposition de personnel ou de sous-traitance à un opérateur d'insertion, les heures d'insertion ne seront comptabilisées qu'à compter du paiement effectif de la prestation au tiers concerné.

Afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes recrutées par l'entreprise et pour faciliter la gestion de la clause par ladite entreprise, à compter de l'attribution du marché et pendant l'exécution du marché, l'entreprise attributaire du marché peut solliciter, auprès du facilitateur mentionné à l'article 4 de la présente annexe, la globalisation des heures d'insertion au cas où elle serait attributaire d'un ou plusieurs autres marchés :

- Comportant une clause sociale d'insertion
- S'exécutant dans le même délai d'exécution
- S'effectuant dans le cadre territorial d'intervention du facilitateur

Cette demande de globalisation des heures d'insertion vise à permettre à l'entreprise, qui s'engage par ailleurs à réaliser l'ensemble des prestations liées aux marchés concernés, d'affecter la ou les personne(s) recrutée(s) dans le cadre des clauses, à la réalisation d'une seule des prestations prévues par les différents marchés.

La demande doit être adressée au facilitateur. Elle peut être déclarée recevable par l'unité clauses sociales mentionnée à l'article 4 de la présente annexe aux conditions suivantes :

- Si la mesure est favorable au parcours du salarié en insertion
- Si la mesure recueille l'accord des maîtres d'ouvrages concernés
- Si la mesure est applicable dans le cadre territorial d'intervention du facilitateur
- Si la mesure concerne une personne dont l'éligibilité de la candidature au dispositif des clauses sociales d'insertion, a été vérifiée par le facilitateur.

En tout état de cause, cette demande doit être faite préalablement à la prise de poste du salarié et les heures d'insertion réalisées dans le délai d'exécution de chacun des marchés concernés, sont affectées, au niveau du décompte, à chacun des marchés concernés, à due proportion.

Par ailleurs, lorsque le titulaire rencontre des difficultés pour assurer son engagement, il doit informer le maître d'ouvrage par courrier recommandé avec AR avec copie au dispositif d'accompagnement.

Dans ce cas, l'unité clauses sociales étudiera avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

En cas de difficultés économiques qui se traduisent par le recours à de l'activité partielle, à l'engagement d'une procédure de licenciement pour motif économique ou encore l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, la suspension ou l'annulation partielle ou totale de la clause sociale est subordonnée à la communication d'une copie de ces documents afférents à ces difficultés transmis à la DREETS ou au juge.

A l'issue de l'exécution du marché, il est procédé de façon contradictoire, au bilan de l'exécution de l'action d'insertion.

En cas de manquement grave du prestataire à son engagement d'insertion, le maître d'ouvrage peut procéder à la résiliation du marché conformément à l'article **39.1.1 b** du contrat :

- *Manquement par le Titulaire, de manière grave ou répétée, à l'une quelconque de ses obligations au titre du présent Contrat auquel le Titulaire n'a pas remédié dans un délai de quinze (15) jours à compter de l'envoi par le Maître d'Ouvrage d'une mise en demeure par lettre recommandée avec demande d'avis de réception*

## **6. Les pénalités relatives à l'insertion**

En cas de non-respect des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion et dont la responsabilité est imputable à l'entreprise attributaire, il sera appliqué la pénalité prévue à l'article 31.2 du contrat.

En cas de non-respect des engagements concernant les actions périphériques ou le planning prévu sur lesquels le groupement se sera engagé, il sera appliqué la pénalité prévue à l'article 31.2 du contrat.

En cas d'absence ou de refus de transmission par l'entreprise des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action d'insertion, il sera appliqué la pénalité prévue à l'article 31.2 du contrat.

## **7. Installations sanitaires**

Conformément à l'article R. 4228-5 du Code du Travail, le titulaire met en place, le cas échéant, des installations sanitaires séparées sur la base-vie du chantier pour les travailleurs féminins et masculins.

En cas d'observation de cette obligation, le maître d'œuvre peut prendre aux frais du titulaire les mesures nécessaires après mise en demeure sans effet.